

ROBERT PLAISANT

Professeur agrégé à la Faculté de Droit de Caen

LES RÈGLES
DE CONFLIT DE LOIS
DANS LES TRAITÉS

Ouvrage honoré
par la Faculté de Droit de Paris
(Prix Dennery 1946)



André Michel Collet

Paris, 1947

IMPRIMERIE ALENÇONNAISE
ANCIENNE MAISON POULET-MALASSIS
PLACE POULET-MALASSIS, ALENÇON

1946

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I ^{er} : INTRODUCTION : Le Droit national et le Droit conventionnel.	1
Leurs principes directeurs	1
Introduction : Notions générales	1
§ 1 ^{er} . Motif et objet de cette étude. La science des conflits. La Souveraineté	1
Le Droit conventionnel	3
Plan	3
Section I ^{re} : La souveraineté, fondement de la science des conflits.	4
§ 2. Définition et objet de la science des conflits.	4
§ 3. La notion de souveraineté	5
§ 4. La souveraineté et la science des conflits.	6
I. La souveraineté, fondement de la science des conflits. La technique de la	7
science des conflits. Compétence législative et juridictionnelle. Règle de	7
conflit et règle matérielle. Les oppositions entre systèmes nationaux. . .	7
II. Insuffisance des systèmes nationaux	10
Section II. — Le Droit conventionnel. Le système de conflit conventionnel et	11
ses principes fondamentaux	11
§ 5. Développement et unité du Droit conventionnel : propriété intellectuelle,	11
statut personnel, successions, obligations.	11
Le Droit conventionnel et la Doctrine. Son unité.	11
§ 6. Bases techniques du Droit conventionnel	15
I. L'élimination du point de vue politique	16
II. Droit conventionnel et Droit national. La loi du maximum de différence	16
III. Caractère objectif et scientifique du Droit conventionnel.	18
§ 7. Fondements juridiques du Droit conventionnel. La recherche d'un principe	19
de synthèse	19
Les deux écoles :	19
I. Eclectisme et personnalité du Droit.	19
II. Dogmatisme et territorialité du Droit	20
Dogmatisme, souveraineté et les règles générales de conflit.	20
Dogmatisme, territorialité et les règles spéciales de conflit.	21
Plan	23

PREMIÈRE PARTIE : Les règles générales de conflit de lois

CHAPITRE II : INTRODUCTION	25
§ 8. Définition des règles générales de conflit, classification.	25
CHAPITRE III. — Les deux moments de la science des conflits. Création et effica-	28
cité internationale des Droits.	28
Introduction. Création et efficacité. Caractères généraux du principe du respect	28
des droits acquis en Droit national et en Droit conventionnel.	28
§ 9. Position du problème en Droit national.	28
Les faits, les controverses, le rôle de la souveraineté, nécessité de la distinction	28
§ 10. L'efficacité internationale des droits et le Droit conventionnel.	31
Plan	31

<i>Section I.</i> — Les conditions d'application de l'efficacité internationale de droits	31
§ 11. Introduction. Plan	31
§ 12. Domaine de l'efficacité internationale des droits.	32
Nécessité d'un transfert de pays à pays. Application aux différents droits.	32
I. Immeubles et propriété intellectuelle	33
II. Autres droits.	35
§ 13. Caractère définitif des droits acquis.	37
§ 14. Application de la loi compétente. Exceptions. Critique de cette règle.	39
<i>Section II.</i> — Effets du principe de l'efficacité internationale des droits.	41
Limitations diverses.	41
§ 15. Le domaine dans l'espace de l'efficacité internationale des droits.	41
I. La convention de La Haye sur le mariage.	41
II. Les conventions de Genève sur la lettre de change et le chèque.	42
§ 16. Effets produits par le Droit reconnu à l'étranger.	42
I. Effet maximum. Pleine efficacité.	43
II. Effets partiels	44
§ 17. Conclusion.	46
CHAPITRE IV. — Les qualifications.	47
Introduction. Caractères généraux	47
§ 18. Position du problème. Importance capitale. Le conflit entre la loi qui détermine le rattachement et la loi matérielle compétente en vertu de ce rattachement. Insolubilité. La souveraineté. Son rôle.	47
§ 19. Le Droit national. La <i>lex fori</i> . Les critiques d'une partie de la doctrine	49
§ 20. Le Droit conventionnel. Modification du rôle de la souveraineté.	51
Plan	51
<i>Section I.</i> — La technique des qualifications conventionnelles.	52
§ 21. Les qualifications communes. Domaine.	53
I. Les qualifications par énumération. Insuffisance.	57
II. Les qualifications simplifiées	57
III. Les qualifications véritables. Leur rareté.	58
IV. Conclusion.	60
§ 22. Le renvoi à la loi nationale.	60
I. Le renvoi à la <i>lex causae</i> , discussion, ses avantages.	60
II. Le renvoi à la <i>lex fori</i> .	65
§ 23. Conclusion. Nécessité de ce procédé.	66
<i>Section II.</i> — L'interprétation des traités en l'absence de qualifications définies	67
Le problème	67
§ 24. L'interprétation des traités en l'absence de qualification. Exemples.	67
§ 25. Du refus d'appliquer les traités en l'absence de qualifications communes. Critique.	69
§ 26. La qualification par la <i>lex fori</i> en l'absence de règle conventionnelle expresse relative à la qualification : fondement juridique.	70
§ 27. Conclusion.	72
CHAPITRE V. — Le renvoi.	75
§ 28. Caractères généraux. Droit national et Droit conventionnel. Renvoi et qualification. Insolubilité. L'intervention de la souveraineté. Le renvoi, procédé technique limité	75
§ 29. Le renvoi en Droit conventionnel. Traités divers, interprétation restrictive du renvoi.	77
§ 30. Conclusion.	81
CHAPITRE VI. — L'application de la loi étrangère.	82
§ 31. Introduction, caractères généraux.	82
I. Le Droit national. La théorie de la jurisprudence. Critique. La doctrine. Théorie proposée. Portée	82

II. Le Droit conventionnel	84
Plan	84
§ 32. La preuve de la loi étrangère.	84
§ 33. L'application de la loi étrangère et le rôle du juge	86
§ 34. Le contrôle des Cours suprêmes.	87
§ 35. Conclusion. Signification du problème. Intérêt des règles relatives à la matière quant à la théorie générale de la souveraineté.	89
CHAPITRE VII. — L'ordre public.	90
Introduction. Caractères généraux. Droit national et Droit conventionnel.	90
§ 36. Le Droit national.	90
Ordre public et souveraineté. Raison d'être de l'exception d'ordre public. Sa portée.	90
§ 37. Le Droit conventionnel.	91
Maintien de l'ordre public en Droit conventionnel. Diverses clauses. Efforts accomplis pour limiter ses effets.	91
Plan	93
Section I. — Caractères juridiques de l'ordre public. Caractères généraux.	94
§ 38. L'application de l'ordre public dans l'espace et dans le temps.	94
I. Dans l'espace. Exemples. Différents statuts.	94
II. Dans le temps. Exemples. L'application en Italie de la convention de La Haye relative au divorce et les accords de Latran.	96
§ 39. Le domaine de l'ordre public.	98
Impossibilité de toute systématisation.	98
I. Effet négatif et effet positif.	98
II. Création et efficacité des droits	99
III. Effets à l'égard des pays tiers.	100
§ 40. Les effets de l'ordre public	102
Section II. — Limitations et modifications conventionnelles à l'application de l'ordre public	106
§ 41. Les limitations conventionnelles à l'application de l'ordre public.	107
I. La convention de La Haye sur le mariage.	107
La convention de La Haye sur le divorce	107
II. Le projet de convention de La Haye sur les successions.	107
III. Clauses spéciales restrictives et jurisprudence.	108
§ 42. Conclusion. Ordre public et souveraineté.	110
CHAPITRE VIII. — La fraude à la loi.	112
§ 43. Introduction. La fraude à la loi et le Droit national et le Droit conventionnel	112
Fraude à la loi et ordre public. La nécessité de la fraude à la loi dans la science des conflits. Caractère exceptionnel. Fraude à la loi et simulation. Maintien en Droit conventionnel	112
§ 44. Caractères de la fraude à la loi en Droit conventionnel. Exemples. Union de Berne pour la Protection de la propriété littéraire et artistique. Conventions de Genève sur la lettre de change et le chèque.	115
Conventions de La Haye.	117
§ 45. Portée et effets de la fraude à la loi.	119
I. Caractère strictement national.	119
II. Impossibilité qu'elle crée.	119
§ 46. Conclusion. Fraude à la loi, ordre public et souveraineté.	120
CHAPITRE IX. — Conclusion de la 1 ^{re} Partie relative aux règles générales de conflit et à la souveraineté.	121
§ 47. Les règles générales de conflit et la théorie générale des conflits. Les règles générales de conflit se fondent sur la souveraineté et confirment sa nécessité	121

DÉUXIÈME PARTIE : *Les règles spéciales de conflit*
La territorialité du rattachement

CHAPITRE X. — INTRODUCTION	123
§ 48. Caractères généraux de la territorialité et de la personnalité.	123
I. La souveraineté, ses deux éléments : le territoire et la population.	123
II. La souveraineté est essentiellement territoriale. La jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale.	124
La nature de la science des conflits.	124
Compétence législative et juridictionnelle.	125
Conclusion.	125
III. Définitions des termes territorialité et extra territorialité.	126
§ 49. Plan	127
TITRE I ^{er} : <i>Le statut des biens.</i> — CHAPITRE XI. — Introduction.	129
§ 50. Caractères généraux. Portée, domaine de ce statut.	129
I. La place du statut réel dans la science des conflits.	129
Réalité et territorialité. Avantages du rattachement réel	130
II. Différents droits compris dans le statut réel. Plan.	131
SOUS-TITRE I ^{er} . — CHAPITRE XII. — Les meubles corporels	133
§ 51. Introduction. Caractères généraux. Problèmes se posant à son sujet : Objet, rattachement, état du droit conventionnel. Plan.	133
<i>Section I.</i> — La création des droits.	135
§ 52. Le rattachement.	135
I. Meubles ordinaires et meubles enregistrés.	135
Situation réelle et situation fictive.	135
II. Meubles enregistrés. Nationalité et localisation fictive. Conventions diverses	135
§ 53. Le domaine d'application de la <i>lex rei sitae</i>	137
I. La qualification.	138
II. La compétence	138
a) Propriété et transfert de la propriété.	138
b) Droits réels divers. Hypothèques, privilèges, gages. Conventions diverses portant les unes à titre principal sur les meubles enregistrés, les autres sur la faillite et accessoirement sur les meubles enregistrés.	140
III. La capacité. Le conflit avec la loi qui gouverne la capacité.	143
IV. Conclusion.	143
<i>Section II.</i> — L'efficacité internationale des Droits.	144
§ 54. Introduction. Généralités. Problèmes divers.	144
§ 55. L'efficacité des droits et les meubles enregistrés.	144
Changements de localisation.	144
I. Limitation tenant à l'ordre public et clauses s'y rapportant.	144
a) Transfert de propriété.	145
b) Exécution forcée.	145
II. Changement d'immatriculation. Difficultés diverses. Clauses conventionnelles. Leur nature	146
§ 56. L'efficacité internationale des droits, et les meubles ordinaires. Le projet de convention sur la protection des œuvres d'art.	147
§ 57. Conclusion	149
SOUS-TITRE II : <i>La propriété intellectuelle.</i> — CHAPITRE XIII. — Préliminaires. Caractères généraux et statut.	150
§ 58. Qualification et statut en droit national. La notion de monopole d'exploitation. La territorialité	150
§ 59. La protection internationale. Etat en Droit conventionnel. Traités bilatéraux et Unions. Les Unions actuelles. Leur valeur.	152
§ 60. La technique du Droit conventionnel	153

Originalité. Caractère unificateur, Dispositions diverses. Classification : règles de jouissance des droits. Règles de conflit. Régime unioniste. Difficultés que suscite ce dernier. Plan	153
CHAPITRE XIV. — La territorialité du statut de la propriété intellectuelle.	157
§ 61. Introduction. La territorialité du statut de la propriété intellectuelle et la territorialité du statut des meubles corporels.	157
Rigueur particulière de la première. La question de l'efficacité internationale des droits. Discussion. Plan	159
<i>Section I.</i> — La création des droits.	159
§ 62. Introduction. Plan	160
<i>Sous-Section I.</i> — Les règles de conflit en matière de création des droits.	160
Plan	160
§ 63. Caractères constitutifs des droits de propriété intellectuelle. La nature, la forme et l'étendue des droits.	160
I. La nature des droits, la qualification. Compétence de la loi du pays dont la protection est réclamée	160
Le conflit entre l'Union de Paris et l'Union de Berne pour les œuvres d'art appliqué. La qualification des droits de propriété littéraire et artistique	161
La qualification et l'indépendance des droits.	162
La qualification par la loi du pays dont la protection est réclamée et la territorialité de l'action en contrefaçon.	162
II. Conditions de validité des droits.	165
La territorialité de la marque et l'Union de Paris.	166
Le nom commercial. Les indications de provenance.	167
La protection contre la concurrence déloyale.	168
III. L'assiette territoriale des droits. La priorité d'usage en matière de marques	170
§ 64. La procédure administrative applicable à la protection de la propriété intellectuelle.	172
I. Les brevets. La description.	172
II. Les brevets : l'examen préalable et la non garantie.	173
III. Les marques.	174
§ 65. Les modalités des droits compris dans la propriété intellectuelle	175
I. Les marques : dépôt déclaratif et attributif.	175
II. Les marques : l'enregistrement international et ses effets.	176
III. La Propriété littéraire et artistique, l'usage des œuvres littéraires et artistiques par l'Etat.	177
§ 66. La territorialité de l'action en contrefaçon.	180
I. Les règles de compétence juridictionnelle en matière de brevets, l'exequatur, ses difficultés	180
II. Autres droits de propriété intellectuelle.	183
§ 67. La territorialité de la protection temporaire aux expositions.	183
§ 68. Conclusion	185
<i>Sous-Section II.</i> — La disposition matérielle uniforme venant abroger ou modifier les lois internes	186
§ 69. I. Caractères généraux.	186
II. L'interdiction d'importer	186
III. L'obligation d'exploiter	186
IV. Les taxes	187
V. Dispositions diverses	187
<i>Sous-Section III.</i> — La théorie du minimum de protection.	188
§ 70. — Controverses.	188
§ 71. Conclusion	190
<i>Section II.</i> — L'indépendance des droits. Caractères généraux.	191
§ 72. Les fondements de l'indépendance et l'évolution du Droit conventionnel	191
I. Caractère de la Propriété intellectuelle.	191
II. Le principe de l'efficacité internationale, son application, ses conséquences	192
III. L'évolution des Unions.	193

§ 73. Les effets de l'indépendance	194
I. Brevets	194
II. Marques	194
III. Propriété littéraire et artistique	195
§ 74. Conclusion	198
CHAPITRE XV.— La compétence de la loi du pays d'origine en matière de propriété intellectuelle et les exceptions à la territorialité.	201
§ 75. Introduction. Position du problème.	201
Le régime unioniste. Difficultés de qualification.	201
Règles originales ou application de l'efficacité.	202
§ 76. La priorité unioniste.	203
Définition	203
I. Conditions : régularité du dépôt originaire. Identité : droit. Eléments matériels Bénéficiaires.	204
Conclusion. Comparaison à l'efficacité des droits.	209
II. Nature. Caractère accessoire. Effets. Nature du droit originaire.	210
III. Conclusion.	212
§ 77. Le rôle du dépôt originaire en matière de marques.	213
I. La protection telle quelle. Sa portée.	214
II. L'enregistrement au pays d'origine.	218
III. L'intervention de la loi du pays d'origine dans l'enregistrement international L'arrangement de Madrid et la conférence de révision de Londres	219
L'arrangement de Madrid et la conférence de révision de Londres	220
§ 78. La protection internationale des Appellations d'origine. Difficultés qu'elle suscite. L'Union de Paris. L'arrangement de Madrid et les traités bilatéraux	223
§ 79. Le rôle de la loi du pays d'origine dans la propriété littéraire et artistique. Critique.	225
§ 80. Conclusion	226
CHAPITRE XVI. — Conclusion du sous-Titre II relatif aux meubles intellectuels	227
§ 81. La propriété intellectuelle, la personnalité et la territorialité du Droit	227
Le triomphe de la territorialité. Portée pour l'ensemble de la science des conflits	227
Sous-Titre III. — CHAPITRE XVII. — Les successions	229
§ 82. Introduction	229
La succession. Définition. Difficulté en Droit international. Intérêts en présence. Solutions possibles. Le Droit conventionnel. Pouvoirs des consuls. Plan	229
<i>Section I. — La dévolution.</i>	234
§ 83. Caractères généraux.	234
Définition. Personnalité et territorialité. Plan.	234
§ 84. L'application de la loi normalement compétente.	236
I. Le rattachement	236
Personnalité et universalité. Union nordique. Codé Bustamante. Projet de La Haye. Nationalité et domicile.	237
Territorialité et division de l'hérédité en deux masses : mobilière et immobilière. Traités divers. Caractère de ce rattachement.	238
II. Domaine d'application.	240
a) Détermination des héritiers, détermination des héritiers et concession de la qualité d'héritier.	240
b) Déshérence	241
c) Capacité et indignité.	243
d) La transmission de l'hérédité.	243
e) Les rapports. La réserve et la quotité disponible. Le recel. La contribution aux dettes.	245
f) Le droit de prélèvement	246
§ 85. La compétence exceptionnelle de la loi territoriale.	247
I. Mesures provisoires.	247
II. Biens soumis à un régime spécial	248

III. Effets réels de la dévolution	249
IV. L'ordre public, conflit avec le statut personnel, la filiation.	249
V. Conclusion.	250
<i>Section II. — La liquidation de la succession.</i>	251
§ 86. Caractères généraux. Universalité et territorialité.	251
Avantages et inconvénients, intérêts en présence. Plan.	251
§ 87. L'application de la loi personnelle et l'universalité de la liquidation.	253
I. Union nordique	253
II. Code Bustamante.	254
§ 88. L'application de la loi territoriale.	255
Traité bilatéraux divers.	255
<i>Section III. — L'indivision et le partage</i>	257
§ 89. Caractères généraux.	257
Caractère réel de l'indivision et du partage. Portée du problème. Intérêts en présence.	257
§ 90. L'application de la loi personnelle.	258
I. Union nordique.	259
II. Code Bustamante	259
§ 91. L'application de la loi territoriale.	260
Traité bilatéraux divers.	260
<i>Section IV. — Les Donations et Testaments.</i>	262
§ 92. Caractère en Droit international.	262
Nécessité de les rattacher aux successions. Portée de ce rattachement.	262
<i>Section V.</i>	265
§ 93. L'efficacité internationale des Droits.	265
§ 94. Conclusion	266
CHAPITRE XVIII. — Conclusion du Titre 1 ^{er} relatif au statut réel.	269
§ 95. Importance et solidité du statut réel.	269
TITRE II. — CHAPITRE XIX. — Les contrats et l'autonomie de la Volonté.	
Introduction.	271
§ 96. Originalité de la matière. La nature de l'autonomie.	271
La méthode de la science des conflits. Difficultés que suscitent les obligations. Liberté des conventions et autonomie de la volonté.	271
§ 97. L'autonomie de la volonté	272
La jurisprudence. Les controverses. Critique de l'autonomie. Règles supplétives et règles impératives.	272
§ 98. L'autonomie de la volonté et le Droit conventionnel.	274
§ 99. Conclusion	276
Esprit et but de ce chapitre. La doctrine moderne. Critique de l'autonomie. Plan	276
<i>Section I. — La détermination du rattachement.</i>	277
§ 100. Introduction. Position de la question.	277
§ 101. La technique du rattachement	278
I. Multiplicité du rattachement pour l'ensemble des contrats. Les délibérations de l'Institut de Droit international.	278
II. Unité de rattachement pour un même contrat.	279
§ 102. Le choix de l'élément de rattachement.	280
Difficultés plus ou moins grandes selon les divers contrats.	281
I. Contrat sans localisation définie. La vente.	281
II. Contrats ayant une localisation matérielle définie.	283
Contrats relatifs aux immeubles	284
Obligations cambiales	284
III. Contrats rattachés à un Etat définitif à raison de l'importance des règles les régissant.	289
a) Ventes publiques.	289
b) Sociétés	289
c) Contrats de travail	291
IV. Conclusion.	293

<i>Section II.</i> — Le domaine de la loi du contrat	293
§ 103. Le domaine de la loi contractuelle et les divers statuts.	294
I. Capacité.	294
II. Forme des actes.	294
III. Statut réel	294
§ 104. Le domaine de la loi contractuelle et le conflit avec la loi territoriale	295
I. L'ordre public. La monnaie de paiement et les clauses s'y rapportant.	295
II. La prescription libératoire.	297
Conclusion.	298
TITRE III : <i>Le statut personnel.</i> — CHAPITRE XX. — Introduction.	300
§ 105. Caractères généraux. Personnalité et territorialité du rattachement.	300
Caractère original de ce statut à raison de son objet : la personne humaine.	300
Histoire de la personnalité	301
Les conventions de La Haye. Leur échec	301
Nationalité ou domicile	301
Plan	303
CHAPITRE XXI. — La Capacité.	304
Introduction.	304
§ 106. Caractères généraux.	304
Définition. Capacité de jouissance et d'exercice. Capacité et protection des incapables. Plan	304
<i>Section I.</i> — Théorie générale de la capacité	306
§ 107. Caractère des dispositions conventionnelles.	306
§ 108. La création des droits	306
I. Le Rattachement.	306
a) La nationalité et le domicile	306
b) La <i>lex loci contractus</i>	308
c) Conclusion.	309
II. Le domaine. La Capacité de contracter mariage	310
§ 109. L'efficacité des droits	311
Application d'une loi nouvelle rétablissant la minorité.	311
<i>Section II.</i> — La protection des incapables.	312
§ 110. Généralités	312
Unité technique de la matière. Interprétation des conventions s'y rapportant. Loi personnelle et loi locale.	312
<i>Sous-Section I.</i> — La création des droits	314
§ 111. Le conflit entre la loi personnelle et la loi territoriale.	314
§ 112. L'application de la loi normalement compétente.	315
I. Le rattachement. Nationalité. Pouvoirs des consuls. Le renvoi.	315
II. Le domaine	317
a) Ouverture.	317
b) Effets.	317
c) Règles relatives aux représentants de l'incapable.	318
d) Conclusion	319
§ 113. L'application subsidiaire de la loi du Domicile.	319
Motifs et cas. Les pouvoirs des autorités locales. Dérogation à l'application de la loi nationale par décision des autorités nationales.	319
§ 114. L'application de la loi territoriale.	323
I. Statut réel	323
II. Forme des actes.	323
III. Ordre public.	324
a) Protection de la personne humaine	324
b) Mesures provisoires. Difficultés qu'elles peuvent susciter.	324
<i>Sous-Section II.</i> — L'efficacité internationale des Droits.	327
§ 115. Deux questions : Effet des décisions à l'étranger. Changement de rattachement.	327
§ 116. Conclusion	328

CHAPITRE XXII. — Le Mariage	330
Introduction	330
§ 117. Généralités	330
Définition. Importance sociale. Intervention de l'ordre public. Effet négatif et positif. Difficulté et nécessité du droit conventionnel. Plan	330
Section I. — La création des droits	332
§ 118. La compétence de la loi personnelle	333
I. Le rattachement. Etudes des divers traités. Traités signés par la Tchécoslovaquie. Convention de La Haye. Le renvoi. Union nordique. Traité de Montevideo	333
II. Conditions d'applications. Egalité et indépendance des deux lois personnelles. Difficultés auxquelles donne lieu ce principe. La convention de La Haye. Jurisprudence. Conclusion	337
III. Le domaine	340
a) Conditions de validité. Capacité. Consentement	340
b) Sanctions	343
Nullités. Difficultés qu'elles suscitent. Nullité et effets des nullités. Le mariage putatif. Le Code Bustamante. L'Union nordique	343
c) Les oppositions	346
d) Les preuves	348
Du droit de contracter mariage. Du mariage. Difficultés. Discussions	348
e) Publications	348
§ 119. La compétence de la loi locale	349
I. L'Ordre public. Clauses restrictives de la convention de La Haye. Discussion. Effet négatif et effet positif	349
II. La forme de la célébration	352
La règle <i>locus regit actum</i> . Inapplicabilité. Le conflit entre la loi locale et la loi personnelle. Diverses solutions. Evolution de la question	352
Section II. — L'efficacité internationale des droits	355
§ 120. Difficultés qu'elle suscite	355
La convention de La Haye	355
§ 118. Conclusion	356
CHAPITRE XXIII. — Les effets du mariage	358
Introduction	358
§ 121. Généralités	358
Effets divers. Effets personnels. Classification. Effets pécuniaires. Unité ou diversité. Le droit français et étranger. Le droit conventionnel. Unité sous le signe de la loi personnelle	358
Section I. — Les effets personnels du mariage	360
§ 122. Caractères généraux	360
Classification. Intérêts en cause. Le Droit conventionnel	361
Sous-Section I. — La création des droits	362
§ 123. La compétence de la loi personnelle	362
I. Le rattachement. Nationalité. Différence de nationalité. Renvoi. Domicile	362
II. Le domaine	363
a) Effets résultant du mariage lui-même	363
b) Effets résultant de la qualité de chef de famille du mari	364
c) Effets résultant de la communauté de vie existant entre les époux	365
d) Conclusion	366
§ 124. La compétence de la loi territoriale	366
Divers titres	366
Sous-Section II. — L'efficacité internationale des Droits	368
§ 125. Exécution des décisions judiciaires	368
Changement de rattachement	368
§ 126. Conclusion	369

<i>Section II. — Le régime matrimonial</i>	370
§ 127. Caractères généraux	370
Définition. Caractères. Intérêts en cause	370
<i>Sous-Section I. — La création des Droits</i>	371
§ 128. La compétence de la loi personnelle.	371
I. Le rattachement	371
Diverses conventions. La convention de La Haye. Combinaison du rattachement à la loi personnelle et de l'autonomie, difficultés qui en ont résulté	371
II. Le domaine.	374
a) La validité du contrat de mariage	374
b) L'immutabilité des conventions matrimoniales. La convention de La Haye	374
c) Le Code Bustamante. Compétence de la loi personnelle de la femme.	375
d) L'Union nordique. Séparation de biens.	375
e) Difficultés diverses.	375
§ 129. La compétence de la loi territoriale.	376
I. La protection des tiers. Mesures de publicité. Rigueur des dispositions relatives à ce point. Effets : inopposabilité	376
II. Le statut réel. Biens soumis à un régime spécial. Inaliénabilité. Union nordique. Capacité de disposer d'un immeuble.	378
<i>Sous-Section II. — L'efficacité internationale des Droits.</i>	379
§ 130. I. Effets à l'étranger.	379
II. Changement de rattachement. Dispositions des diverses conventions. Convention de La Haye	379
§ 131. Unité de l'ensemble des effets, mariage.	382
Effets personnels et régime matrimonial. Commodité du rattachement au domicile	382
CHAPITRE XXIV. — Le divorce et la séparation de corps.	384
Introduction.	384
§ 132. Généralités	384
Définition. Rôle de l'Ordre public, effet négatif. La compétence de la loi personnelle, le conflit avec la loi locale. Loi nationale, loi du domicile. Lex fori. Plan	384
<i>Section I. — Le divorce</i>	388
§ 133. Généralités. Plan.	388
<i>Sous-Section I. — La création des Droits.</i>	388
§ 134. Plan	388
§ 135. Le rattachement. Union nordique, liaison de la compétence législative et de la compétence juridictionnelle. Traité de Montevideo. Convention de La Haye, différence de nationalités	389
§ 136. Le droit au divorce et les causes de divorce.	392
I. La convention de La Haye et la double compétence de la loi nationale et de la lex fori, difficultés d'application. Jurisprudence. Critique de la convention	392
II. Le rôle de la lex fori.	395
III. Le domaine de la loi nationale.	395
§ 137. Les mesures provisoires	400
I. Objet. et nécessité	400
II. L'Union nordique.	401
III. La convention de La Haye.	401
IV. Conclusion.	403
<i>Sous-Section II. — L'efficacité internationale des Droits</i>	404
§ 138. Exécution des décisions judiciaires	404
Changement de rattachement, différence de nationalité. Commodités du rattachement au domicile.	405
§ 139. Conclusion	408

<i>Section II. — Les effets du divorce</i>	408
§ 140. Difficultés de la matière	408
I. Le rattachement	409
II. Le domaine. Difficultés rencontrées pour le définir.	409
a) Le régime matrimonial	411
b) La garde des enfants et la puissance paternelle.	411
c) Effets divers	412
§ 141. Conclusion	412
Personnalité et territorialité. Le rattachement au domicile.	413
CHAPITRE XXV. — Conclusion du Titre III relatif au statut personnel.	414
§ 142. La compétence de la loi personnelle	414
Fondement et nécessité	414
La controverse, personnalité et nationalité, territorialité et domicile.	414
La personnalité. 3 arguments : Politique individuel, familial. Critique, insuffisance de la nationalité.	414
La territorialité, arguments, la qualification du domicile.	417
TITRE IV. — CHAPITRE XXVI. — Les Règles de Forme.	419
Introduction.	419
§ 143. Généralités. Plan.	419
La forme, qualification, la formule accessoire du fonds, conséquence en droit international. Y a-t-il un statut autonome de la forme ? Controverse. Plan	419
<i>Section I. — Les Formes de Procédure.</i>	421
§ 144. Classification. Territorialité	421
§ 145. Les formes de procédure judiciaires et extrajudiciaires. Définition.	422
I. Les formes de procédure	422
a) Procédures diverses	423
b) Actes extrajudiciaires	423
c) L'action en justice et les voies d'exécution. La distinction des formes ordinatoires et dérisoires. La théorie des formes habilitantes.	424
d) Rapports entre autorités judiciaires étrangères.	428
§ 146. Les formes de procédure administrative intéressant le droit privé.	430
I. L'état civil. Pouvoir des consuls	430
II. Publicité	431
III. Actes authentiques.	432
§ 147. Conclusion	432
<i>Section II. — La déclaration de volonté et les formes extrinsèques.</i>	433
§ 148. Introduction. Caractères généraux	433
Liberté des conventions et liberté des formes. Le rôle technique du formalisme. La règle locus regit actum. Les intérêts en présence. Le Droit conventionnel	433
§ 149. Caractère et conditions d'application de la règle locus regit actum. Caractère pratique	436
I. Le rattachement.	437
II. Caractère facultatif et subsidiaire. Mariage. Contrat de mariage. Testament	438
III. Rôle de la loi applicable au fond, elle détermine les conditions d'application de la règle.	439
IV. L'application de la loi locale à titre impératif, les titres cambiaires, le contrat de travail, les sociétés.	440
V. Les pouvoirs des consuls	442
§ 150. Le domaine de la règle locus regit actum.	443
§ 151. Conclusion	445
Caractère accessoire de la règle. Il n'existe pas de statut des formes.	445
CHAPITRE XXVII. — Conclusion de la 2 ^e Partie relative aux règles spéciales de conflit et à la territorialité du rattachement.	446
§ 152. Le triomphe de la territorialité dans les différents statuts.	446

CONCLUSION GÉNÉRALE : CHAPITRE XXVIII.	449
§ 153. La technique de la science des conflits. But de cette étude : dégager des conclusions générales.	449
I. Caractéristiques techniques du Droit conventionnel.	449
II. Les conclusions : souveraineté, classification en statuts définis, territorialité du rattachement, valeur de ces trois principes, rôle pratique.	452
§ 154. L'avenir du Droit conventionnel	454
Le succès du Droit conventionnel	454
Les limites du Droit conventionnel	455
Règles matérielles internationales et règles de conflit internationales.	455
Droit comparé et science des conflits	456
Unité de l'ensemble des branches du Droit.	456

